(1)

(N° 91)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1923.

Projet de loi autorisant une régularisation et allouant des crédits supplémentaires au Budget général de l'exercice 1921 et à des Budgets de l'exercice 1922 (1).

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 17 janvier 1923.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un amendement que je propose d'apporter au projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au Budget général de l'exercice 1921 et à des Budgets de l'exercice 1922.

Il s'agit d'une simple autorisation d'imputer, le crédit à frapper étant suffisant.

Agréé, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

(1) Projet de loi, n° 44.
Rapport, n° 72.
Amendements, n° 68 et 85.

AMENDEMENT.**I. — RÉGULARISATIONS.****ARTICLE PREMIER.**

Compléter comme suit l'article premier :

Au Ministre des Finances d'imputer sur le Budget de son Département pour l'exercice 1922 :

A charge de l'article 12 (*Frais de bureau, de commis, de loyer, etc., des agents du Trésor, etc.*), une somme de 150 francs.

I. — REGELINGEN.**EERSTE ARTIKEL.**

Artikel 1 aan te vullen als volgt :

Aan den Minister van Financiën om op de Begrooting van zijn Departement voor het dienstjaar 1922 aan te rekenen :

Ten laste van artikel 12 (*Bureel-, klerk-, huurkosten, enz. van de agenten der Schatkist, enz.*) eene som van 150 frank.